

Edito

Nous vous présentons six femmes, une par canton romand. Six femmes qui agissent en politique en faveur de notre économie : soutien aux entreprises, allègement des charges administratives, transfert technologique, promotion de l'innovation et de la formation, baisse de la fiscalité, urbanisme... Ce sont là quelques uns des défis à la base de leur engagement.

Le 2^{ème} Prix des Rendez-vous de l'économie récompensera le travail de ces femmes qui agissent au niveau politique, mais également associatif, pour améliorer les conditions qui déterminent la bonne santé de notre économie. Le prix 2009 sera décerné par un jury à l'une d'entre elles. Vous aussi, vous pouvez choisir votre candidate avec le prix «coup de cœur». Découvrez sans plus tarder les six candidates.

Les priorités de Doris Leuthard

En 2008, vous avez été très présente dans la lutte contre l'îlot de cherté suisse. Quelles sont vos priorités dans ce domaine ?

Je suis très heureuse que le Conseil fédéral ait adopté en juin son message au Parlement sur la révision de la loi sur les obstacles techniques au commerce. Jusqu'ici, nous avons harmonisé avec la Communauté européenne (CE) toutes les réglementations où cela était possible ou nous avons travaillé sur la base de reconnaissances mutuelles. Désormais, avec l'introduction autonome du principe dit du Cassis de Dijon, nous disposons d'un troisième instrument : il nous permet d'importer des produits européens dont les règles de production ne sont pas harmonisées à l'intérieur de la CE ou ne font pas l'objet d'une reconnaissance mutuelle entre la Suisse et la CE, notamment les textiles, les cosmétiques, les denrées alimentaires ou les meubles. La solution adoptée par le Conseil fédéral a l'avantage de garder notre haut standard de qualité en matière de protection des animaux et de l'environnement sans pour autant discriminer les producteurs intérieurs.

D'autre part, la réforme agricole est tout aussi importante, et délicate à la fois. J'aimerais souligner que l'ouverture des marchés est non seulement systématiquement bénéfique pour les consommateurs mais qu'elle doit aussi présenter une chance pour les producteurs. Aussi bien un accord de libre échange avec l'UE que d'éventuels résultats dans les négociations du cycle de Doha ouvrent d'intéressantes perspectives.

La Suisse commerce activement avec le monde entier. Que nous apportent ces accords bilatéraux de libre-échange pour lesquels vous vous engagez tant ?

Les accords de libre-échange visent à garantir aux acteurs économiques suisses des conditions d'accès aux marchés étrangers importants qui soient stables, prévisibles, sans obstacles et, dans la mesure du possible, sans discrimination par rapport à leurs principaux concurrents.



Et ceci sur une base large, c'est-à-dire aussi bien dans le domaine du commerce des marchandises, des services, des investissements, de la propriété intellectuelle que des marchés publics.

La conclusion d'accords de libre-échange contribue à lutter contre l'érosion graduelle de la compétitivité de l'économie suisse résultant du nombre croissant d'accords préférentiels et des discriminations qui s'ensuivent. Même lorsqu'elle ne vise pas directement à éviter des discriminations, la conclusion d'accords de libre-échange peut contribuer à dynamiser nos relations économiques extérieures.

Vous avez publié, il y a deux ans, un manuel PME Travail et famille. Quel est votre bilan ?

Ce manuel démontre aux petites et moyennes entreprises qu'une gestion d'entreprise favorable à la conciliation travail-famille est dans leur propre intérêt et qu'elle n'est pas l'apanage des seules grandes entreprises. Il a rencontré un vif succès auprès des milieux concernés : à ce jour, environ 10'000 exemplaires ont été commandés. J'espère qu'il contribuera ainsi à la nécessaire adaptation du monde du travail à cette nouvelle donne sociale. Cela est dans l'intérêt de tous !

Votre coup de cœur

En plus du prix des Rendez-vous de l'économie remis par le jury, un prix coup de cœur sera décerné à la candidate qui aura remporté le plus de suffrages auprès des lectrices d'echofemmes.

Faites-nous part de votre coup de cœur par email ou en nous retournant ce coupon par courrier ou fax, avant le 30 avril 2009.

 Lise Delaloye

 Josette Frésard

 Nadine Gobet

 Isabelle Moret

 Isabel RoCHAT

 Anne Seydoux

Leurs souhaits pour 2009

«Que 2009 soit une année d'action! Je souhaite sincèrement que les paroles se transforment en acte, que les projets deviennent réalité, avec le souci que le monde qui entoure chacun de nous évolue positivement.»

Lise Delaloye Présidente de la commune d'Ardon, directrice Valais-Fondation intégration pour tous



C'est sur les plans politique, professionnel et associatif que Lise Delaloye apporte sa contribution à l'économie valaisanne.

Cette jeune femme de 36 ans occupe le poste de directrice valaisanne de la Fondation intégration pour tous (IPT). Issue des milieux patronaux, IPT base son action dans la réinsertion professionnelle des personnes atteintes

dans leur santé. Le parcours professionnel de Lisa Delaloye l'avait auparavant conduite notamment au poste de chef de vente pour la Suisse romande chez Coca-Cola Beverages S.A. et à la direction d'une PME familiale.

Lise Delaloye fait aussi partie des figures emblématiques de la politique valaisanne. Présidente de la commune d'Ardon, elle vient d'être réélue brillamment pour une nouvelle période de 4 ans. En octobre 2007, elle obtenait un excellent score dans la course au Conseil national et défendait dans son programme les PME, notamment en se battant pour la simplification des procédures pour les PME ainsi que pour une flexibilisation des mesures liées au travail, par exemple via l'application d'un congé parental.

Enfin, Lise Delaloye est la présidente fondatrice du premier Lions Club mixte en Valais. Ce nouveau club, baptisé LC Sion-Valesia, ouvre le «Lionisme» aux femmes en terres valaisannes. Une première! Il réunit depuis mai 2008 près de 45 membres représentatifs du monde économique valaisan.

Josette Frésard Députée au Grand conseil, directrice générale de VITEOS SA

«Une réforme de l'Etat de Neuchâtel me semble indispensable. Il doit adapter ses structures à sa capacité. VITEOS SA, qui a su fédérer les forces du canton autour d'un projet, est un exemple parfait de restructuration réussie. Je souhaite aussi une diminution de la pression fiscale sur les familles et les entreprises, dans le but de rendre à nouveau notre canton attractif et susciter l'envie de venir s'y installer.»



Josette Frésard, experte en finance et contrôle de gestion, est directrice générale de VITEOS SA, entreprise qui regroupe les services industriels (SI) des villes du Locle, de la Chaux-de-Fonds et de Neuchâtel. Depuis son entrée dans les services industriels de la Chaux-de-fonds en 1998, elle a joué

un rôle central dans la restructuration des SI du canton. En vue de la libéralisation des marchés de l'énergie, elle a œuvré avec succès pour la création de SIM SA, issue de la fusion des SI du Locle et de la Chaux-de-Fonds. C'est pendant cette période qu'elle apprend les rouages de la politique. En 2005, elle devient la cheffe du projet SIRUN qui vise à regrouper les SIM et les SI de Neuchâtel. Parallèlement à ces deux fonctions, elle débute sa carrière politique au sein du parti libéral neuchâtelois au Conseil communal de la Chaux-de-Fonds en 2006 et au Grand Conseil. C'est grâce notamment à son esprit «entrepreneur» que VITEOS SA est créée au début 2008. Afin de se concentrer pleinement sur sa fonction de directrice générale au sein de cette nouvelle entreprise, Josette Frésard décide de ne pas se représenter au Conseil communal. Par contre, elle conserve son mandat au Grand Conseil, ce qui lui permet d'entretenir des contacts réguliers avec l'ensemble du canton. Le Grand Conseil représente un bassin d'information essentiel pour une directrice d'une SA à fonds et à tâches publiques.

Nadine Gobet

Députée libérale-radical au parlement fribourgeois, directrice-adjointe de la Fédération Patronale et Economique à Bulle

Née en 1969, Nadine Gobet est licenciée en droit de l'Université de Fribourg. En 1994, elle entre à la Fédération Patronale et Economique à Bulle comme secrétaire patronale et juriste, responsable du Service juridique en droit du travail destiné aux employeurs. Actuellement directrice-adjointe, elle promeut les activités de diverses associations professionnelles et économiques.

Nadine Gobet est aussi secrétaire de l'Association Régionale la Gruyère, qui a pour objectif le développement économique, touristique et culturel. Suite à la mise en place de la Nouvelle Politique Régionale au 1er janvier 2008, elle a pris contact avec des entreprises du métal et du verre afin de créer un pôle de compétitivité acier-verre destiné à favoriser le transfert technologique. Elle vient d'obtenir un premier accord de principe. Elle compte encore plusieurs collaborations à son actif, notamment dans le domaine de la formation professionnelle.

Libérale-radical, Nadine Gobet a été élue au Grand Conseil fribourgeois en automne 2006.



De part sa fonction de députée, elle œuvre activement à la prise en considération des conséquences fiscales des transferts d'entreprise. Cet engagement pose un premier jalon pour la réalisation d'un objectif qui lui tient à cœur: l'amélioration de la compétitivité du canton de Fribourg sur le plan fiscal.

**Leurs souhaits
pour 2009**

«A l'écoute des entreprises, relais entre l'économie et la politique pour un développement économique dynamique.»

Isabelle Moret

Conseillère nationale, vice-présidente du Parti radical-démocratique Suisse

Présidente de la commission économique du Parti Radical vaudois, Isabelle Moret est aussi le leader romand des Libéraux-Radicaux Suisses sur le thème de l'emploi.

Dans ce cadre, elle a contribué au lancement d'un plan d'assainissement énergétique des bâtiments combinant incitations fiscales et simplifications administratives. En période de ralentissement économique, ce plan vise à inciter les propriétaires à investir dans le secteur du bâtiment tout en permettant de diminuer la consommation d'énergie en Suisse.

Convaincue que l'économie a besoin du talent des femmes, elle a œuvré au Parlement pour développer l'offre d'accueil extra-familial par le biais de bons de garde et a demandé l'introduction de vraies déductions fiscales (jusqu'à Fr. 24'000.- par année et par enfant) pour frais de garde d'enfants au plan cantonal et fédéral.

Elle s'engage aussi pour l'augmentation générale du niveau de performance des élèves afin qu'ils aient davantage de chances de trouver un emploi de qualité. Pour ce faire, elle développe



un projet d'évaluation des élèves à chaque changement de niveau scolaire sur la base d'une comparaison inter-cantonale.

Avocate au barreau, active dans divers conseils de fondation, elle est également membre du Conseil d'administration des Retraites Populaires.

«Soutenir les PME et l'emploi en concluant des accords de libre-échange aussi avec les grandes économies dynamiques hors de l'Europe. Si la Suisse jouit d'un bon niveau de vie et si son taux de chômage est le plus bas d'Europe, cela s'explique notamment parce que notre pays a su saisir l'ouverture des marchés comme une chance pour exporter son savoir-faire. Continuons sur cette voie.»

Isabel Rochat

conseillère administrative,
candidate au Conseil d'Etat genevois

L'année 2008 représente un tournant politique pour Isabel Rochat. Elle a été désignée par les délégués de son parti comme candidate au Conseil d'Etat genevois qui sera renouvelé en novembre 2009. Actuellement vice-présidente du parti libéral genevois et conseillère administrative de la commune de Thônex, Isabel Rochat s'engage pour renforcer l'environnement économique de Genève. Parmi ses priorités figure un système fiscal compétitif par rapport aux autres cantons et à l'étranger. Pour cette économiste, ce n'est pas en asséchant les contribuables et les entreprises par des prélèvements fiscaux déraisonnables que l'on encouragera la volonté d'entreprendre. Il s'agit aussi d'offrir des conditions favorables aux grands groupes installés à Genève qui font vivre l'économie locale. L'Etat doit maintenir son rôle de «facilitateur» et ne pas sombrer dans une volonté de surréglementation.

Isabel Rochat défend une gestion saine des finances publiques. Elle a démontré ses talents comme responsable des finances de sa commune de Thônex. Résultat : zéro centime de



dette par habitant ! Enfin, cette mère de trois enfants s'est distinguée dans son combat pour une urbanisation de qualité dans sa commune qui accueillera plus de 1'200 nouveaux logements sur quinze ans. Défendant la mixité sociale et la mixité entre habitat et activité économique, elle s'est battue avec succès pour conserver logement et emploi dans le canton.

Leurs souhaits pour 2009

«Je veux une Genève brillante et ambitieuse. Défendre et valoriser notre patrimoine culturel, encourager l'enseignement artistique et sportif, valoriser la science, les arts, les lettres et la culture sont également des conditions essentielles au rayonnement de Genève. J'ai confiance en ce canton, et en cette extraordinaire force créative et novatrice qui l'anime depuis toujours. N'ayons pas peur de l'avenir !»

Anne Seydoux

Conseillère aux Etats, juriste

Arrivée tardivement sur la scène politique, Anne Seydoux s'est d'abord consacrée à sa famille et au monde associatif. Elue au Conseil de Ville de Delémont en 2001, puis au Parlement jurassien en 2003, elle siège au Conseil des Etats depuis 2007. Ses thèmes de prédilection sont l'éducation et la formation, ainsi que le rôle et la place des femmes dans la société. Elle a beaucoup œuvré en faveur de la formation au sein des associations de parents d'élèves, et pour la réinsertion sociale et professionnelle des femmes dans le cadre de l'association SIBIR'elles.

Anne Seydoux a de l'admiration pour les entrepreneurs, créateurs de richesse et d'innovation. En 2008, elle s'est engagée en faveur des PME. Elle s'est tout d'abord impliquée dans la campagne pour la deuxième réforme de l'imposition des entreprises. Elle a également adhéré au comité de l'association Relève PME, version romande de «kmuNEXT». Cette association a pour but de conseiller les entrepreneurs en matière de transmission, de succession, de vente ou d'achat de PME. Anne Seydoux est ainsi un relais dans le canton du Jura et, avec d'autres



collègues, au Parlement fédéral. Dans le canton du Jura, dont le tissu économique est formé essentiellement de PME, la question de la transmission d'entreprises est particulièrement importante. Faciliter ce passage délicat permet d'assurer la pérennité des entreprises, et donc des places de travail.

«Je souhaite vivement que les répercussions de la crise financière ne soient pas trop brutales pour l'économie et que les mesures prises et à venir produiront des effets positifs. J'espère également que la population retrouvera rapidement confiance en l'avenir et que les entreprises jurassiennes pourront tirer leur épingle du jeu en 2009, pour rebondir en 2010.»

Impressum

Les Rendez-Vous
de l'économie
Case postale 3684
1211 Genève 3
info@rdve.ch